

Corbeil - Le Coudray

## N 7 : la manif surprise des salariés d'Altis



**CORBEIL, HIER.** Les salariés d'Altis, toujours inquiets sur la survie de leur entreprise, ont bloqué la N 7 pendant une heure. (L.P./A.V.)

**D**U JAMAIS-VU depuis dix ans. Entre 100 à 200 salariés d'Altis ont bloqué hier durant une heure, dans le calme, la N 7 devant l'usine à Corbeil. Un coup de force imprévu en forme de « coup de gueule » après des mois d'attente et de stress. Depuis un an, l'entreprise de semi-conducteurs est suspendue au bon vouloir du groupe russe GIS, sur les rangs pour reprendre le site. Seule solution pour la survie des 3 000 emplois directs et indirects. Et le temps presse. Fin 2010, les deux actionnaires et clients IBM et Infineon se seront définitivement retirés.

« On n'y croit plus, lâche cet ouvrier, depuis trente ans à Altis. La direction ne nous parle plus. On nous fait croire au Père Noël. » Et tous de souligner leur patience exemplaire

jusque-là. « Ça fait deux ans que le plan social traîne, détaille un autre. On n'a jamais fait grève. On a fait des efforts. Mais là, on dit stop. » « On nous amène tout doucement vers la fin, croit cet ouvrier, qui teste les puces électroniques. De toute façon, même s'il y a un repreneur, il y aura des suppressions de postes. A 51 ans, j'ai un métier. Mais pour trouver dans la région... »

Soutenus par les syndicats CGT, CFTC et FO (la CFDT s'est désolidarisée par « crainte d'affaiblir et de décredibiliser le mouvement »), les ouvriers veulent « la vérité » sur leur avenir. « On est prêts à entendre qu'on va fermer mais qu'on nous le dise franchement », lâche à bout un employé. « Les salariés qui sont là aujourd'hui ne sont pas des fous fu-

rieux, explique Didier Lecas, de la CFTC. Mais des gens inquiets, qui ont l'impression d'être méprisés, face à une direction, des actionnaires, qui fuient leurs responsabilités. »

En partance pour l'Assemblée nationale, le député-maire UMP d'Etampes, Franck Marlin, est venu soutenir les salariés. Sur ses talons, le conseiller général UMP Patrick Imbert est arrivé. « Je m'associe au mépris que vous ressentez, lâche le député. Il faut qu'on nous dise la vérité. Je vais rappeler le cabinet de la ministre de l'Economie. Soit-disant, on devait avoir des nouvelles avant fin septembre. »

Le 14 octobre, les machines s'arrêteront. Un préavis de grève a été déposé.

**AGNÈS VIVES**